

Solicitation No. - N° de l'invitation

E60HL-150051/C

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl601

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E60HL-150051

hl601E60HL-150051

“Cette page a été intentionnellement laissée en blanc”

Carburants Marins

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Office des normes générales du Canada - normes
3. Présentation des offres
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Certificat de conformité

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Capacité financière
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Instructions d'expédition- DDP
8. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Liste des annexes:

- Annexe A - Besoin principaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Rapports de consommation
- Annexe D - Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement – MPO
- Annexe E - Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement – MDN
- Annexe F - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation
- Annexe G - Caractéristiques environnementales générales

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'annexe « A », Besoin Principaux, l'annexe « B », Base de paiement, l'annexe « C », Rapports de consommation, l'annexe « D », Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement – MPO, l'annexe « E », Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement – MDN, l'annexe « F », Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, et l'annexe « G », Caractéristiques environnementales générales.

1.2 Sommaire

1.2.1 Besoin

Fournir du carburant marin à divers ministères fédéraux à travers le Canada, tel que détaillé à l'annexe « A » ci-jointe, au fur et à mesure que les commandes sont placées par les utilisateurs désignés, durant la période allant du 1 juin 2015 jusqu'au 31 mai 2017 inclusivement.

Plus d'une offre à commandes peut être émise à la suite de cette sollicitation.

1.2.2 Dispositions relatives à l'intégrité – offre

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 et 2007 des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et/ou administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

1.2.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'accord Canada-Chili de libre-échange, l'accord Canada-Pérou de libre-échange, l'accord Canada-Colombie de libre-échange et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.2.4 Livraisons

Toute offre à commandes subséquente est pour des livraisons à effectuer à des endroits situés au Canada incluant des régions visées par une entente de revendication territoriale globale (ERTG).

1.2.5 Entente sur les revendications territoriales globales

Les Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes s'appliqueront à toutes les commandes subséquentes:

- Pour des des livraisons* à Nain, Makkovik et Hopedale (Terre-Neuve et Labrador), l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador.
- Pour des livraisons* à Norman Wells, T.N.-O., l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et des Métis du Sahtu.
- Pour des livraisons* à Inuvik, T.N.-O., l'Entente sur la revendication territoriale globale des Gwich'in et la Convention définitive des Inuvialuit.

*où « Livraisons à » s'entend des « biens livrés à, et des services rendus dans ».

Les besoins assujettis aux revendications territoriales sont indiqués à l'Annexe « H »

1.2.6 Programme de contrats fédéraux

Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7A - Offre à commandes et la partie 7B - Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : Trois cent soixante cinq (365) jours

2.2 Office des normes générales du Canada - normes

Un exemplaire des normes ONGC dont il est question dans la présente peut être acheté auprès du :

Centre des ventes de l'Office des normes générales du Canada
Place du Portage III, 6B1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
Téléphone: 819-956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)
Télécopieur: 819-956-5644
Courriel: ncr.cgsb-ongc@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc.gc.ca/cgsb/home/index-f.html>

2.3 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.4 Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre

Solicitation No. – N° de l'invitation
E60HL-150051/C

Amd No. - N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. – N° de réf. Du client
E60HL-150051

File No - N° de dossier
hl601E60HL-150051

aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les off-
frants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en **Ontario** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire cana-
dien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la
province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien
de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois appli-
cables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (une (1) copie papier).
Section II : Offre financière (une (1) copie papier).
Section III: Attestations (une (1) copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

A. Groupe des besoins et Zones

Les besoins qui figurent à l'annexe « A » sont classés par type de produit ayant le même mode de livraison, dans une même zone (région géographique). S'il y a plusieurs besoins différents pour un même type de produit en particulier, ayant le même mode de livraison, dans une même zone, la quantité de chaque besoin est regroupée en un seul besoin. Dans ce cas, l'offrant doit alors proposer un prix unitaire par litre pour l'ensemble du groupe de besoins.

Une offre sera non recevable si l'offre est sujette à la fourniture d'une portion d'un groupe de besoins seulement. Toutes les autres offres conditionnelles seront déclarées non recevables.

B. Besoin - produits équivalents

i) Concernant le «**Diesel UFTS, Type B, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) sauf point d'éclair min. 60°C**» dans les zones **BC221 et BC442** demandés à l'Annexe "A", l'offrant peut offrir l'un des produits suivants, qui seront évaluées comme équivalents:

Diesel UFTS, Type B, CAN/CGSB-3-520-2011, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) sauf point d'éclair min. 60°C

OU

Diesel marin, ISO.8217:2012, DMA

OU

Mazout marine CGSB-3.11-2010

L'offrant doit identifier le produit offert à l'Annexe "A".

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « A » et l'annexe « B », Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les offrants doivent présenter un prix unitaire individuel pour chaque groupe de besoin (type de produit ayant le même méthode de livraison, dans une même zone (région géographique) pour lesquels ils soumettent soumissionner. Les offres doivent être basées sur la valeur « A » correspondant identifiée ci-dessous.

A. Prix unitaire

Le prix unitaire par litre de carburant doit être indiqué en dollars canadiens et doit comporter au plus quatre décimales.

B. Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

C. Rajustements de prix unitaires

Les prix unitaires figurant à l'annexe « A » seront rajustés hebdomadairement à la hausse ou à la baisse, tel que détaillé à l'annexe « B », Base de Paiement.

I. Jour d'entrée en vigueur du changement de prix

Après le changement de prix initial, qui prendra effet le 1 juin 2015, tous les changements de prix subséquents entreront en vigueur à 00 h 01 le jour choisi ci-dessous par l'offrant.

On demande à l'offrant de sélectionner le jour de la semaine auquel son changement de prix entrera en vigueur.

--OBG-- Publié le vendredi	00h01 samedi	00h01 dimanche	00h01 lundi	00h01 mardi	00h01 mercredi	00h01 jeudi
	_____	_____	_____	_____	_____	_____

Dans le cas où l'offrant omet de choisir un jour dans l'espace approprié ci-dessus, l'offrant sera demandé de fournir l'information au responsable de l'offre à commandes dans les 5 jours suivant la demande. Autrement, le jour de la semaine sélectionné sera le samedi.

D. Prix de référence

a. POUR TOUS LES GROUPES DE BESOINS

Dans leur offre, l'offrant doit proposer leur prix unitaire par litre en utilisant le Prix de référence suivant pour le **23 janvier 2015**, exprimé en dollars canadiens par litre:

Les valeurs à la date "A", "Oil Buyer's Guide (OBG)":

CENTRE DÉSIGNÉ: Vancouver, Colombie-Britannique

PRODUIT	VALEUR
ULS Diesel	\$0.6350

CENTRE DÉSIGNÉ: Edmonton, Alberta

PRODUIT	VALEUR
ULS Diesel	\$0.6780
ULS Diesel No. 1	\$0.7030

CENTRE DÉSIGNÉ: Toronto, Ontario

PRODUIT	VALEUR
ULS Diesel	\$0.6383

CENTRE DÉSIGNÉ: Montréal, Québec

PRODUIT	VALEUR
ULS Diesel	\$0.6990

E. Frais de livraison/de camionnage

Tous les frais de livraison applicables doivent être inclus dans les prix unitaires fermes à l'exception de:

(i) Frais de livraison/de camionnage pour les zone au Québec PQ621 seulement

Pour le zone au Québec ci-dessus seulement, les heures de travail suivants inclus dans les prix unitaires fermes.

Unité de transport: une (1) heure au chargement (raffinerie) et une (1) heure au lieu de déchargement;

Unité de pompage: (1) heure pour l'installation et (1) heure pour le déchargement;

Les heures supplémentaires si elles sont dues au client seront facturés à:

Unité de transport:\$ _____ l'heure, plus les taxes applicables.

Unité de pompage: \$ _____ l'heure, plus les taxes applicables.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Information Additionel

L'offrant doit compléter l'Annexe "G" en cochant chaque critère respecté. Les offrants doivent remplir et présenter l'Annexe « G » avec leur offre. Étant donné qu'il s'agit d'une nouvelle procédure, le Canada se réserve le droit de demander l'Annexe «G » après la clôture de la soumission. L'autorité contractante informera les offrants du délai à l'intérieur duquel l'annexe « G » doit être fournie. Le défaut de fournir cette annexe dans les délais prévus aura pour conséquence la non-recevabilité de l'offre.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

Les offres doivent fournir toute l'information technique demandée dans la demande d'offres à commandes pour permettre une évaluation complète.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les exigences techniques **obligatoires** pour l'évaluation de chaque offre sont:

- a) Signature du Certificat de conformité à la Partie 5

Les offres ne répondant pas à ces critères techniques obligatoires seront déclarées non-recevables.

4.1.1.2 Besoin - produits équivalents

- i) Tel qu'indiqué à la Partie 3, concernant le «**Diesel UFTS, Type B, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) sauf point d'éclair min. 60°C**» dans les zones **BC221 et BC442** demandés à l'Annexe "A", l'offrant peut offrir l'un des produits suivants, qui seront évaluées comme équivalents:

Diesel UFTS, Type B, CAN/CGSB-3-520-2011, contenant de faibles quantités d'esters de biodiesel (B1-B5) sauf point d'éclair min. 60°C

OU

Diesel marin, ISO.8217:2012, DMA

OU

Mazout marine CGSB-3.11-2010

*Si requis, seulement les offre(s) avec le point d'éclair le plus haut seront qualifiés dans les zones **BC221 et BC442**.

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, les droits de douane Canadien inclus, selon les Incoterms 2000, rendu droits acquittés (DDP). Taxes applicables exclues.

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

- (a) La conformité avec la base d'établissement de prix selon Annexe « B ».

Les offres ne répondant pas à ce critère financier obligatoire seront déclarées non-recevables.

4.1.2.2 Prix évalué

4.1.2.2.1 Le prix évalué, à l'exception des besoins ci-dessous, sera le prix unitaire offert par litre pour chaque groupe de besoins.

4.1.2.2.2 Pour le zone au Québec PQ621 seulement

Le prix évalué pour chaque groupe de besoins sera le prix unitaire pour le carburant multiplié par la quantité prévue, plus, s'il y a lieu, le total des frais de livraison/de camionnage par heure, multiplié par le nombre de voyages aller-retour estimé. Aux fins de l'évaluation, le nombre de voyages aller-retour estimé sera déterminé en divisant la quantité totale prévue du besoin par la quantité de livraison estimée de 10,000L, au besoin, arrondi au chiffre entier le plus près (par exemple, 2,49 et moins sera arrondi à 2, et 2,5 et plus sera arrondi à 3).

4.2 Méthode de sélection

Les offres doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres à commande et aux critères obligatoires pour l'évaluation technique et financière pour qu'elles soient déclarées recevables. L'offre recevable avec le prix le plus bas évalués par groupe de besoins sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

Plus d'une offre à commandes peut être émise à la suite de cette sollicitation. Chaque groupe de besoins sera attribué à un seul fournisseur.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'émission de l'offre

à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.1.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Par la présentation de son offre, l'offrant atteste que les renseignements présentés dans le tableau des caractéristiques environnementales générales de l'annexe « G » sont exacts et complets.

Par la présentation de son offre, l'offrant atteste qu'elle répond et continuera de répondre, tout au long de la durée de tout offre à commandes subséquent, à quatre des sept critères déterminés dans le tableau des critères d'environnement généraux présentés dans le tableau de l'annexe « G »;

5.2 Certificat de conformité

L'offrant certifie ci-après que le produit livré sera conforme aux spécifications stipulées à l'Annexe « A » e pendant la durée de l'offre à commandes.

Signature

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* M9033T (2011-05-16) Capacité financière

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'offrant est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'offrant de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

Le produit livré doit être conforme à la description de chaque besoin tel décrit dans l'Annexe « A » et selon les instructions s'il y a lieu.

Cette offre à commandes peut être utilisée pour des destinations à travers le Canada, y compris ou il y a des ententes de revendications territoriales globales.

7.1.1 Consolidation des Offres à commandes pour des motifs administratifs

Dans le but de simplifier l'administration des offres à commandes, le Responsable de l'offre à commandes peut, de temps en temps, être amené à consolider de multiples Offres à commandes attribuées à un même offrant en une seule Offre à commande.

7.1.2 Norme du produit

Le produit livré par le fournisseur doit être conforme à la dernière édition de la norme applicable de l'Office des normes générales du Canada (ONGC) ou de la norme ASTM, indiquée dans la description de produit correspondant à chacun des besoins décrits à l'Annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Le paragraphe 06, Annulation, du document 2005, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, est modifié comme suit:

Supprimer : trente (30) jours

Insérer : soixante (60) jours

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'Annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit

être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention "NÉANT".

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres:

Premier trimestre: du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre: du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre: du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre: du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 juin 2015 au 31 mai 2017 inclusivement.

7.5 Responsables

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom: Johanna Lemieux
Titre: Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction: Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Adresse: 7A2, Portage III
11, Rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Téléphone: 819-956-0177
Télécopieur: 819-956-5227
Courriel: johanna.lemieux@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.6 Représentant de l'offrant

Nom: _____
Téléphone: _____
Télécopieur: _____
Courriel: _____

7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés qui sont autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sont les ministères figurant à l'annexe « A ».

Cette offre à commandes principale et nationale (OCPN) sera ouverte à l'usage de tous les ministères fédéraux, les organismes ou les sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, sur demande auprès du responsable de l'offre à commandes.

7.8 Procédures pour les commandes

La commande subséquente sera émise par l'utilisateur désigné au titulaire d'offre à commandes qualifié pour chaque group de besoins à l'Annexe « A ».

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \$10,000,000.00 (taxes applicable incluses).

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales 2010A (2014-11-27) - Conditions générales -biens (complexité moyenne);
- e) Annexe « A », - Besoins;
- f) Annexe « B », - Base de paiement;
- g) Annexe « D », - Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement - MPO;
- h) Annexe « E », - Inspection et Conditions supplémentaires d'approvisionnement - MDN;
- i) Annexe « F », - Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi - Attestation;
- j) Annexe « C », - Rapport de consommation;
- k) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

7.11 Attestations

7.11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

7.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1.1 Vérification à la livraison

L'entrepreneur présentera soit des tickets de compteur volumétrique, soit des bons de livraison ordinaire, selon le cas.

7.1.2 Volume ajusté à 15°C

Lorsque les combustibles marins sont livrés en vrac, la quantité utilisée pour les facturations doit être réajustée à 15°C conformément à la Norme ASTM D1250 "Petroleum Measurement Tables: Table 54B" (dernière édition).

7.1.3 Inspection et conditions supplémentaires d'approvisionnement

Les biens décrits dans la présente doivent faire l'objet d'une inspection et l'acceptation par le représentant de l'utilisateur désigné, à moins d'une indication contraire dans la commande.

L'Inspection et conditions supplémentaires d'approvisionnement figurant à l'Annexe "D" s'appliquent aux besoins du Ministère des Pêches et Océans tel qu'indiqué.

L'Inspection et conditions supplémentaires d'approvisionnement figurant à l'Annexe "E" s'appliquent aux besoins du Ministère de la Défense nationale tel qu'indiqué.

Note: Chaque fois qu'un numéro de besoin est précisé dans la partie intitulée « Inspection et conditions supplémentaires d'approvisionnement », on a également indiqué le numéro de zone correspondant.

7.1.4 Acceptation

À moins d'indication contraire dans le document *de commande subséquente à l'offre à commande*, les travaux exécutés doivent être soumis à l'acceptation par le représentant de l'utilisateur désigné à destination.

7.1.5 Rapport Certifié d'Analyse de lot (RCAL)

Sur demande et au moment d'une commande subséquente à l'offre à commandes, une copie du rapport certifié d'analyse de lot doit être fournie au représentant de l'utilisateur désigné au point de livraison.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16 Intérêt sur les comptes en souffrance de 2010A ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente. *(Si aucune carte n'est acceptée, ce paragraphe sera supprimé.)*

7.2.2 Clauses du guide des CCUA

CES CLAUSES SPÉCIFIQUES SONT INCORPORÉES PAR RÉFÉRENCE

SACC Reference	Section	Date
B1505C	Transport des matières dangereuses	2006-06-16
D3010C	Articles dangereux/produits hasardeux (pour MDN seulement)	2014-06-26
D3015C	Articles dangereux	2014-09-25
A9006C	Contrat de défense (pour MDN seulement)	2012-07-16
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C) (pour MDN seulement)	2010-08-16

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes:

- (i) à moins de spécifications contraires à l'Annexe "D" ou "E"; ou
- (ii) tel que déterminé par l'accord mutuel de l'entrepreneur et du représentant de l'utilisateur désigné.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

Se référer à l'Annexe « B » pour les détails relatifs à la Base de paiement.

7.4.2 Clauses du guide des CCUA

LA MODALITÉ SUIVANTE EST INCORPORÉE AUX PRÉSENTES

Référence des CCUA	Titre	Date
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

7.4.3 Paiement à l'avance de la date d'échéance

Le paiement peut être versé avant la date d'échéance lorsque l'entrepreneur offre un escompte pour paiement anticipé et que l'escompte compense au moins le coût que représente pour le Canada le versement de ce paiement anticipé.

7.4.4 Paiement par carte de crédit *(Le responsable de l'offre à commandes doit remplir une des clauses si l'offrant a accepté le paiement par carte de crédit {Visa, MasterCard} tel que spécifié par l'offrant sous la partie 3 de la DOC. Si aucune carte n'est acceptée, cette clause sera supprimée)*

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

7.5 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre les factures selon la section " Présentation des factures" des Conditions générales.

De plus, toutes les factures doivent comprendre les renseignements suivants:

- a) numéro de série de l'offre à commandes;
- b) nom de l'utilisateur désigné et, le cas échéant, numéro de la commande;
- c) point de livraison (incluant les numéros d'édifices selon le cas);
- d) identification du produit, quantité et prix unitaire par litre;
- e) taxes et/ou prélèvements, selon le cas, et inscrits séparément. Si l'entrepreneur inclut une taxe et/ou un prélèvement dans le prix unitaire, le montant par litre de chaque taxe ou prélèvement doit être indiqué séparément sur la facture.
- f) nom du navire s'il y a lieu;
- g) l'adresse où le paiement doit être remis.

L'original et deux (2) copies de chaque facture doivent être fournis à l'utilisateur désigné et envoyés à l'adresse de facturation, conformément aux modalités à l'annexe « A ».

Les factures seront accompagnées de l'original et d'une (1) copie du bon de livraison signé par le représentant de l'utilisateur désigné.. C'est la responsabilité de l'entrepreneur d'assurer que les renseignements sur les bons de livraison sont lisibles. Si l'information mentionnée au-dessus est incomplète, la facture ne sera pas payée jusqu'à ce que l'entrepreneur fournisse tous les détails requis.

7.6 Assurances

L'offrant est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu de tout contrat subséquent et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par offrant est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas offrant de sa responsabilité en vertu de tout contrat subséquent, ni ne la diminue.

7.7 Instructions d'expédition - DDP

Les biens doivent être expédiés et livrés au point de destination précisé dans la commande subséquente selon les Incoterms 2000 DDP "rendu droits acquittés". La livraison comprend le déchargement.

7.8 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en

Solicitation No. – N° de l'invitation
E60HL-150051/C

Amd No. - N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
hl601

Client Ref. No. – N° de réf. Du client
E60HL-150051

File No - N° de dossier
hl601E60HL-150051

oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

Public Works and Government Services Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Appendix 'A' To Request For Standing Offer/Demande d'offre à commandes - Annexe 'A'

File Number/ N° du dossier: E60HL-5-0051-40-C		Product	Produit	Delivery Method/ Mode de livraison	Delivery Address/ Adresse de livraison	End Use/ Utilisation	Storage Capacity/ Capacité du réservoir	Estimated Quantity/ Qté prévue
Zone: PQ621		Marine Diesel - ISO.8217:2012, DMA	Diesel marin - ISO.8217:2012, DMA	Tank Wagon (TW)/ Camion Citerne (CC)	Fisheries & Oceans Port Municipal de Valleyfield 950 Bd. Gérard Cadieux Salaberry-de-Valleyfield, PQ J6T 6L4	Marine/ Marine	250,000 L	
		Instructions: Parc industriel et portuaire Perron. See attached F&O Inspection and Supplementary Conditions of Supply./ Parc industriel et portuaire Perron. Voir ci-jointe l'inspection et les conditions supplémentaires d'approvisionnement du P&O.						
Zone: BC221		Naval distillate fuel (-6°C pour) CGSB-3.11-2010, type 11	Mazout marine (point d'écoulement -6°C) CGSB-3.11-2010, type 11	Into Vessel/ Livré Au Navire	Department of National Defence Ships in the Area of Vancouver, BC	Marine/ Marine	500,000 L	
		Instructions: See attached DND Inspection and Supplementary Conditions of Supply. The means used to deliver the fuel is pick-up at Coal Harbour marine agency./ Voir ci-jointe l'inspection et les conditions supplémentaires d'approvisionnements du MDN.						
Zone: BC221					REQUIREMENT NUMBER: 71 / IV	:N° DE BESOIN	500,000 L	\$
					REQUIREMENT NUMBER: 47 / TW	:N° DE BESOIN	250,000 L	\$
							Total Quantity/ Quantité totale	Unit Price/ Prix unitaire

Public Works and Government Services Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Appendix 'A' To Request For Standing Offer/Demande d'offre à commandes - Annexe 'A'

File Number/ N° du dossier: E60HL-5-0051-40-C		Product	Produit	Delivery Method/ Mode de livraison	Delivery Address/ Adresse de livraison	End Use/ Utilisation	Storage Capacity/ Capacité du réservoir	Estimated Quantity/ Qté prévue
Zone: BC221		ULS Diesel Fuel Type B Containing Low Levels of (B1-B5) seasonally adjusted CAN/CGSB 3.520-2011 except minimum flash point must be 60°C OR ULS diesel fuel Type B except minimum flash point of 60°C CAN/CGSB-3.517-2013 AS PER SUPPLIER	UFTS carburant diesel type B contenant de faibles quantités de (B1-B5) ajusté par saison CAN/ONGC 3.520-2011 sauf point d'éclair min. 60°C OU UFTS carburant diesel type B sauf point d'éclair min. 60°C CAN/CGSB-3.517-2013 SELON LE FOURNISSEUR	Into Vessel/ Livré Au Navire	Dept. of Fisheries & Oceans Canadian Coast Guard Vancouver, BC Instructions: See attached F&O Inspection and Supplementary Conditions of Supply. The means used to deliver the fuel is pick-up at Coal Harbour marine agency. / Voir ci-jointe l'inspection et les conditions supplémentaires d'approvisionnement du P&O.	Marine/ Marine	550,000 L	
				ZONE BC221	REQUIREMENT NUMBER:	104 / IV	:N° DE BESOIN	550,000 L \$
Zone: BC442		ULS Diesel Fuel Type B Containing Low Levels of (B1-B5) seasonally adjusted CAN/CGSB 3.520-2011 except minimum flash point must be 60°C OR ULS diesel fuel Type B except minimum flash point of 60°C CAN/CGSB-3.517-2013 AS PER SUPPLIER	UFTS carburant diesel type B contenant de faibles quantités de (B1-B5) ajusté par saison CAN/ONGC 3.520-2011 sauf point d'éclair min. 60°C OU UFTS carburant diesel type B sauf point d'éclair min. 60°C CAN/CGSB-3.517-2013 SELON LE FOURNISSEUR	Into Vessel/ Livré Au Navire	Dept. of Fisheries & Oceans Canadian Coast Guard Port Hardy, BC Instructions: See attached F&O Inspection and Supplementary Conditions of Supply. Delivery at marine dock - Port Hardy for ships over 50 metres. / Voir ci-jointe l'inspection et les conditions supplémentaires d'approvisionnement du P&O.	Marine/ Marine	4,950,000 L	
				ZONE BC442	REQUIREMENT NUMBER:	104 / IV	:N° DE BESOIN	4,950,000 L \$
				Total Quantity/ Quantité totale		Unit Price/ Prix unitaire		



Annexe B

BASE DE PAIEMENT

Dossier. E60HL-5-0051-40-M

BASE DE PAIEMENT

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme par litre pour chaque besoin précisé dans l'Annexe "A". Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par le responsable de l'offre à commandes avant d'être intégrés aux travaux.

Frais de livraison/de camionnage

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des frais de livraison/de camionnage additionnels pour:

(i) le zone au Québec PQ621 seulement

Pour le zone au Québec ci-dessus seulement, les heures de travail suivants inclus dans les prix unitaires fermes.

Unité de transport: une (1) heure au chargement (raffinerie) et une (1) heure au lieu de déchargement;
Unité de pompage: (1) heure pour l'installation et (1) heure pour le déchargement;

Les heures supplémentaires si elles sont dues au client seront facturés à:

Unité de transport: \$ _____ l'heure, plus les taxes applicables.

Unité de pompage: \$ _____ l'heure, plus les taxes applicables.

Pour la facturation, les prix unitaires fermes par litre à l'Annexe "A", en vigueur à la date de livraison, s'appliqueront.

Les prix unitaires par litre figurant à l'Annexe "A" *excluent* toutes les taxes et tous les prélèvements qui s'appliquent ou pourraient s'appliquer à la vente du produit en vertu de toute loi ou de tout règlement fédéral ou provincial ou ordonnance territoriale. Toutefois, lorsque l'offrant doit, en vertu d'une loi ou d'un règlement fédéral ou provincial ou d'une ordonnance territoriale, percevoir auprès du Canada les taxes, prélèvements et redevances de concession s'appliquant au carburant, au moment de la vente de ces produits à cette dernière, à moins de dispositions contraires dans l'offre à commandes, le Canada remboursera à l'offrant un montant équivalent à toute taxe ou prélèvement, si applicable et justifié par une facture.

RAJUSTEMENTS DE PRIX UNITAIRES

FONDEMENT DES RAJUSTEMENTS DE PRIX UNITAIRES POUR TOUS LES BESOINS

Les prix unitaires précisés à l'Annexe "A" seront rajustés à la hausse ou à la baisse en fonction de la variation hebdomadaire, conformément au Prix de référence dans le supplément hebdomadaire tel que publié dans le "Oil Buyer's Guide (OBG)", moyenne à la rampe de chargement du pétrole canadien sans marque.

Pour les besoins au Territoires du Nord-Ouest, le prix de référence utilisé est ULS Diesel No. 1.



Annexe B

BASE DE PAIEMENT

Dossier. E60HL-5-0051-40-M

Pour tous les autres besoins, le prix de référence utilisé est ULS Diesel.

Centre désigné - C'est la ville à partir de laquelle le prix de référence sera sélectionné.

Pour les besoins au Québec, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, le centre désigné est: **Montréal**.

Pour les besoins en Ontario, le centre désigné est: **Toronto**.

Pour les besoins au Territoires du Nord-Ouest, Manitoba et Prince Rupert, Colombie-Britannique (Zone BC511), le centre désigné est: **Edmonton**.

Pour les besoins en Colombie-Britannique, à l'exception de Prince Rupert, Colombie-Britannique (Zone BC511), le centre désigné est: **Vancouver**.

RAJUSTEMENTS DES PRIX UNITAIRES PAR LITRE POUR TOUS LES BESOINS

Jour d'entrée en vigueur du rajustement de prix hebdomadaire:

Après le rajustement de prix unitaire initial, en vigueur le 1^{er} juin 2015, tous les rajustements de prix unitaire subséquents entreront en vigueur le _____ de chaque semaine à 00h01. (*Le responsable de l'offre à commande indiquera le jour de la semaine tel que choisi à la Partie 3, Section II. c., Rajustement de prix unitaires, par l'offrant*)

CALCULATION

Tout rajustement apporté aux prix unitaires par litre à l'Annexe « A » doit être calculé de la façon suivante:

- a) Rajustement initial: Les rajustements de prix unitaire en vigueur le 1^{er} juin 2015, doit correspondre au prix de référence applicable pour la semaine se terminant le 29 mai 2015 (la valeur de semaine «B») moins le prix de référence s'appliquant à la semaine se terminant le 23 janvier 2015 (la valeur de semaine "A"), plus de prix de l'offre;
- b) Rajustements hebdomadaires subséquents: Le prix unitaire, en vigueur à la journée précisée ci-dessus pour chaque semaine subséquente, doit correspondre au prix de référence hebdomadaire de la semaine précédente moins la valeur de semaine "A", plus de prix de l'offre.
- c) Si aucun supplément hebdomadaire de Prix de référence "Oil Buyer's Guide (OBG)" n'est publié sur un vendredi donné, il faut alors se reporter au supplément hebdomadaire publié immédiatement avant.

CALENDRIER DES RAJUSTEMENTS DE PRIX UNITAIRES PAR LITRE

Les prix unitaires par litre ne doivent être rajustés qu'aux dates applicables pour *la date d'entrée en vigueur des rajustements de prix unitaires par litre* et doivent demeurer en vigueur jusqu'à la prochaine *date d'entrée en vigueur des rajustements de prix unitaires par litre*.

CALENDRIER DES RAJUSTEMENTS DE PRIX UNITAIRES			
Rajustement des prix unitaires	Semaine « A » se terminant le:	Semaine « B » se terminant le:	Date d'entrée en vigueur des rajustements de prix unitaires par litre
1	23 janvier 2015	29 mai 2015	**1 ^{er} juin 2015
2	23 janvier 2013	Périodes	Périodes hebdomadaires séquentielles, tel



Annexe B
BASE DE PAIEMENT
Dossier. E60HL-5-0051-40-M

		hebdomadaires séquentielles, jusqu'au 26 mai 2017	qu'indiqué dans la clause « Rajustement des prix unitaires par litre », jusqu'au 31 mai 2017 inclusivement**
--	--	---	--

****Le prix unitaire en vigueur le 1er juin 2015 s'appliquera à toutes les livraisons effectuées entre le 1er juin 2015 et le prochain date d'entrée en vigueur des rajustements de prix unitaires du fournisseur (tel que choisi à la Partie 3, Section II. c.). Par exemple, pour un fournisseur dont le jour d'entrée en vigueur du rajustement de prix hebdomadaire est le jeudi aura le prix unitaire du 1 juin 2015 en vigueur jusqu'au 11 juin 2015.**

RÉVISION DU PRIX DE RÉFÉRENCE

Dans l'éventualité où:

- A) le prix de référence applicable est abandonné, ou
- B) que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada constate que le prix de référence accuse un écart par rapport à la conjoncture du marché,

les parties s'entendront sur un nouveau prix de référence pertinent et comparable; on modifiera alors l'offre à commandes de façon à correspondre au nouveau prix de référence à une date convenue par les deux parties.



Annexe D
Ministère des Pêches et Océans- Inspection et
conditions supplémentaires d'approvisionnement
File No. E60HL-5-0051-40-M

1. Le Ministère des Pêches et Océans/Garde côtière canadienne doit se charger de transmettre à l'entrepreneur, par courrier électronique, téléphone ou télécopieur les renseignements voulus concernant les heures d'alimentation en combustible, ainsi que la quantité et le type de combustible requis, et ce, en prévoyant un délai raisonnable avant l'heure d'arrivée prévue du navire. Il est nécessaire d'envoyer une confirmation écrite sur le formulaire PWGSC-TPSGC 942 ou sur un autre document appropriée. L'applicabilité de certaines taxes est déterminée d'après l'utilisation du produit. Cette utilisation finale doit être précisée au moment de la commande.
2. L'entrepreneur doit fournir des services de ravitaillement en combustible durant les périodes de récupération des bouées, de bris des glaces et des opérations de recherche et sauvetage, qui peuvent entraîner des besoins imprévus en combustible et ce en moins de 4 heures après la commande subséquente.
3. **Teneur en soufre**
La teneur maximale de soufre dans le mazout léger marin est de 15 mg de soufre/kg, conformément au *Règlement sur le soufre dans le carburant diesel*.



Annexe E
Ministère de la Défense nationale –
Inspection et conditions supplémentaires d’approvisionnement
Dossier. E60HL-5-0051-40-M

1. MISE EN GARDE CONCERNANT L'INSPECTION

1.A L'entrepreneur doit remettre au représentant de l'utilisateur désigné une copie de chaque connaissance de la marine immédiatement après la livraison.

2. NAVIRES DES ÉTATS-UNIS

Le pétrole sera fourni selon le besoin à la marine américaine, la garde côtière des États-Unis et aux navires du corps de la marine américaine conformément à la convention sur le statut des forces de l'OTAN et le mémorandum d'entente de la marine américaine/ministère de la Défense nationale. Les prix doivent comprendre la taxe d'accise.

3. Teneur en soufre

La teneur maximale de soufre dans le mazout léger marin est de 500 mg de soufre/kg, conformément au *Règlement sur le soufre dans le carburant diesel*.

4. Conformément au BC Renewable and Low Carbon Fuels Information Bulletin RLCF-001, le carburant vendu en Colombie-Britannique pour une utilisation par le ministère de la Défense nationale n'est pas inclus dans le British Columbia Renewable and Low Carbon Fuel Requirements Regulation ou dans la Greenhouse Gas Reduction (Renewable and Low Carbon Fuel Requirements) Act.



ANNEXE F
de la PARTIE 5 - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX
POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION
Dossier. E60HL-5-0051-40-M

Je, l'offrant, en présentant les renseignements suivants au responsable de l'offre à commandes, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une offre non recevable, pourra mettre de côté une offre à commandes, ou mettra l'entrepreneur en défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la durée de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada – Travail (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/index.shtml).

Date : _____(AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la DOC sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. L'offrant atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- ☐ A5.2. L'offrant a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi(LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.



ANNEXE F
de la PARTIE 5 - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX
POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION
Dossier. E60HL-5-0051-40-M

OU

- () B2. L'offrant est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez l'article sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



ANNEXE G
À LA PARTIE 5 – CARACTÉRISTIQUES
ENVIRONNEMENTALES GÉNÉRALES
Dossier. E60HL-5-0051-40-M

L'entrepreneur doit répondre et continuer de répondre à quatre des sept critères au cours de toute la durée de l'offre à commandes.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation du fournisseur	Cochez chaque critère respecté
L'organisation fait la promotion d'un environnement sans papier à l'aide de directives, procédures ou programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des opérations quotidiennes, à moins d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé pour les activités quotidiennes contient au moins 30 % matières recyclées et détient une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise de l'encre respectueuse de l'environnement et achète des cartouches recyclées ou des cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Les bacs de recyclage pour le papier, les journaux, les contenants en plastique et en aluminium sont offerts et vidés régulièrement, conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50 % de l'équipement du bureau détient une attestation éco énergétique.	
Elle possède une certification ISO 14001 ou a un système de gestion environnementale équivalent en place.	